Initiatives ministérielles

Témiscamingue parce que je sais qu'il n'y a aucun. . . je ne connais pas le terme français. . .

[Traduction]

Il n'y a pas de malice dans sa question. Puisqu'il demande si nous agissons dans le bon sens, il est important de se rappeler ce que disent des études indépendantes, par exemple celle où l'économiste Carl Sonan d'Informetrica disait en août dernier qu'un effort, même modeste, du Canada seulement contre le réchauffement de la planète coûterait 37 milliards sur dix ans. Je vais donner ces chiffres, monsieur le Président, pour que mon collègue comprenne le contexte dans lequel nous critiquons le projet de loi. Il y a aussi un montant de 33 milliards pour d'autres travaux de dépollution. Ces travaux ne seront pas nécessaires si nous mettons en place des mécanismes qui éviteront les dommages à l'environnement et sa détérioration.

Cela fait, grosso modo, 70 milliards sur dix ans. Le plan quinquennal décrit à l'origine dans le Plan vert devait nous coûter environ 5 milliards. C'est un milliard par année au lieu de sept, mais depuis, le montant a été considérablement réduit. Les fonds seront récupérés d'ailleurs. Où les réductions seront faites, je n'en sais rien. Selon les informations que nous avons—j'essaie de trouver la citation exacte—depuis qu'il a été proposé, il y a quelques mois, le projet de loi a été fortement révisé, à cause de l'intervention de certains ministres de poids au Cabinet. Ces ministres ont peut-être voulu attirer l'attention. . .

M. Lewis: Ils ont tous du poids.

M. Volpe: Le député d'Etobicoke-Centre figure parmi ceux-là, et un autre d'Alberta, à cause de sa taille.

Statistique Canada propose—et ce n'est qu'une suggestion, voyez vous-même les données; c'est à mon collègue que je m'adresse quand je vous dis cela, monsieur le Président—que nous trouvons le moyen statistique de mettre en opposition l'indice actuel de la richesse, à savoir le PIB, et la déperdition des ressources. J'achève, monsieur le Président. D'après les données estimatives, les ressources consommées entre 1984 et 1986, c'est-à-dire en deux ans seulement, correspondent à une part du PNB qui se situe entre 1,4 et 4 pour 100. Si l'on convertit ces pourcentages en dollars, on parle de 6,9 à 17,9 milliards de dollars.

Ces chiffres sont importants parce qu'ils sont le reflet de ce que les Canadiens consomment. Prenons l'exemple des polluants toxiques, dans le domaine de l'environnement. Ces polluants font grimper les coûts des soins de santé et, par conséquent, le PIB sur ce chapitre comme sur celui du nettoyage de désastres écologiques. Quand on songe à toutes les dépenses nécessaires qui ne sont pas engagées à cause de compressions budgétaires et à l'opportunité de mettre en place un mécanisme de contrôle et d'exécution, force est de reconnaître, le député de Témiscamingue en conviendra, que si cette mesure marque un pas dans la bonne direction, c'est un bien petit pas.

M. Lee Clark (secrétaire parlementaire du ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, c'est avec intérêt que j'ai écouté le député, et je voudrais seulement faire valoir un ou deux points et poser une question.

D'abord, en ce qui concerne la deuxième lecture et comme le député n'était pas présent au comité, je crois, je tiens à l'informer que le critique officiel de son parti a convenu que le projet de loi reviendra à la Chambre pour y être lu pour la deuxième fois. En fait, il a dit souhaiter qu'il soit promptement adopté en deuxième lecture afin qu'il soit renvoyé au plus tôt au comité législatif et que des témoins puissent être entendus, etc.

Le député pourrait-il nous dire, au nom de son parti, combien d'argent, à son avis, devrait être consacré au Plan vert, et si son parti préconise que cet argent soit recueilli au moyen d'une taxe à l'environnement, ou estime-t-il que les fonds devraient venir de quelque autre ministère et, si oui, duquel?

M. Volpe: Monsieur le Président, je me réjouis que le secrétaire parlementaire ait écouté attentivement ce que j'ai dit. Je crois lui avoir fourni au moins sept exemples de sommes qui pourraient être dépensées à cette fin. Ce sont des données indépendantes. Ce ne sont pas mes statistiques à moi ni celles de mon groupe parlementaire. Je les lui ai citées pour lui donner une idée des sommes que des membres indépendants de la collectivité qui s'intéressent à l'environnement, qui sont des spécialistes de l'environnement, recommandent au Parlement canadien de dépenser.